



Marseille, le 25 janvier 2026

EPM UN NAVIRE SANS CAPITAINE, AGENTS EN DANGER !

Gestion de la détention : La dérive de trop.

Camarades, collègues,

Le constat est sans appel : malgré nos alertes depuis plus de deux ans, notre établissement sombre dans une gestion erratique où le mépris du terrain est devenu la règle, nous sombrons vers le fond. Pendant que la Direction et le Commandement jouent aux abonnés absents, les agents et les chefs de poste se retrouvent seuls en première ligne, livrés à eux-mêmes face à une détention de plus en plus imprévisible.

L'ABANDON DE POSTE DE LA HIÉRARCHIE

Dernièrement, l'inconcevable s'est produit : plus de 20 minutes de vide absolu. Aucune réaction, aucun commandement, aucune direction.

Où étiez-vous ?

La déconnexion est totale.

C'est inadmissible.

Copinage et "guéguerres" :

Querelles d'ego dans les bureaux priment sur la sécurité des agents.

Ordres et contre-ordres :

Le personnel est perdu, la crédibilité de l'institution est en lambeaux.

Une gouvernance déconnectée et toxique.

Notre direction ne mesure pas la gravité de la situation, la détresse et le malaise de ses agents.

La sécurité de l'établissement reportée à un autre jour !

C'est vraiment grave ! Des projections, des colis sur les rebords des toits qui attendent d'être récupérés.

La réponse de notre hiérarchie : « on verra après » malgré les alertes de nos collègues. Nous marchons sur la tête.

Des agents demandent à partir, pourtant ils se sont épanouis, jusqu'à la dégradation de leurs conditions de travail depuis plus de 2 ans, alors ce n'est pas à la base de partir.

Même certains responsables ont baissé les bras, se sont mis en retrait tellement qu'on les a dégoûtés du système dirigé par une équipe qui se croyait au-dessus de tous.

Certains proverbes disent, "**diviser pour mieux régner**", sauf que là, c'est plutôt "**diviser pour mal gérer**".

Personnel sans moyens. Lors de projections sur les cours de promenade, l'agent se retrouve seul avec le chef de poste s'il n'est pas occupé à effectuer d'autres tâches, sans gants de fouille, il doit se démerder...

UNE AUTORITÉ RÉDUITE À NÉANT

Même les détenus ne nous respectent plus, et pour cause : les décisions de la commission de discipline ne sont ni respectées, ni appliquées. L'impunité s'installe avec la bénédiction d'en haut.

Pendant ce temps, la hiérarchie ne se remet jamais en cause. Pour elle, le coupable est déjà tout trouvé : c'est toujours le surveillant, l'éternel bouc émissaire, celui que l'on place systématiquement dans le viseur pour masquer l'incompétence du sommet.

Au-delà des dysfonctionnements structurels déjà dénoncés, il existe un malaise plus profond, insidieux, qui affecte gravement le climat de travail au sein de l'établissement. Des propos, réflexions et raisonnements à caractère stigmatisant circulent de plus en plus librement, banalisés dans certains échanges, y compris lorsqu'ils concernent des faits de service.

Ces paroles, parfois formulées sur le ton de la plaisanterie ou de l'émotion, n'en demeurent pas moins problématiques et participent à une dégradation du cadre professionnel, des relations entre collègues et de l'autorité de l'institution.

Le plus inquiétant n'est pas tant l'existence de ces propos que l'absence de réaction claire, ferme et immédiate de la hiérarchie lorsqu'ils sont tenus.

Le silence, l'inaction ou la minimisation de ces dérives peuvent être perçus comme une forme de tolérance implicite, voire de validation, ce qui fragilise l'ensemble du collectif de travail.

Un établissement pénitentiaire ne peut fonctionner durablement dans un climat où certains discours discriminants sont laissés sans rappel au cadre, sans recadrage, sans message institutionnel clair.

Cela expose les agents à des tensions supplémentaires, à des divisions internes et à une perte de repères professionnels, au détriment de la sécurité de tous.

Nous demandons donc que la direction prenne pleinement la mesure de cette situation et rappelle sans ambiguïté les valeurs, les obligations et le cadre déontologique qui s'imposent à chacun, afin de garantir un environnement de travail respectueux, professionnel et conforme aux principes du service public.

NOTRE ULTIMATUM :

LE CHANGEMENT, C'EST MAINTENANT !

La coupe est pleine. Nous ne colmaterons pas les brèches d'un navire que vous sabotez vous-mêmes. La DISP doit prendre ses responsabilités immédiatement.

IL EST TEMPS DE PROCÉDER À UN CHANGEMENT RADICAL DE GOUVERNANCE.

Nous prévenons solennellement l'administration : si rien ne bouge dans les plus brefs délais, nous entamerons des actions fortes. Nous ne resterons pas les bras croisés à attendre le drame.

Le personnel n'est pas une variable d'ajustement. La sécurité n'est pas une option.

Le bureau local CGT Pénitentiaire EPM de Marseille